

La finance peut elle se réformer seule ?

Pierre-Cyrille Hautcoeur

Ecole des hautes études en sciences sociales

Ecole d'économie de Paris

Comme actuellement, on observe dans les années 1880 et dans les années 1930 la montée d'une opinion publique nationaliste, hostile envers la mondialisation financière et envers les élites parisiennes, nostalgique d'une économie révolue et à la recherche d'un sauveur.

Dans les années 1880, dans une conjoncture économique difficile, une série de crises financières et de scandales mettent en cause les républicains, souvent proches des milieux d'affaires libéraux. La gauche libérale est alors associée à la faillite du canal de Panama qui engloutit en 1888 l'épargne de centaines de milliers de personnes et va bientôt donner lieu à un scandale retentissant, au sauvetage discutable en 1889 du Comptoir d'escompte, grande banque embarquée dans une opération spéculative internationale qui l'aurait condamnée en d'autres temps, ou encore à la faillite en 1882 de l'Union générale, banque catholique conservatrice qu'aurait mise à mort la finance protestante et juive. C'est cette finance « cosmopolite » que dénonce un Déroulède, qui pousse le général Boulanger à tenter un coup d'Etat en 1889. C'est elle aussi qu'accuse un Drumont, l'antisémitisme en plus, qui dénonce dans la foulée les « bobos » sans Dieu qui ouvrent l'école à tous, libéralisent la presse, les associations et les syndicats. La droite dite modérée, celle qu'incarne Méline, propose la stabilité politique, économique et sociale: le maintien de la hiérarchie sociale et d'inégalités considérables de revenus, certes, mais la certitude du lendemain. Pour protéger la France des terroirs, elle relève les droits de douane et réforme la Bourse en un sens anti-spéculatif en 1898. Mais elle subit aussi l'influence de Drumont

en envoyant Dreyfus à l'île du Diable en 1894.

Dans les années 1930, où la conjoncture économique est encore pire, une série de scandales financiers suscitent des sentiments similaires: Marthe Hanau anticipe les techniques de B. Madoff aux détriments de petits épargnants jusqu'à son arrestation en décembre 1928 ; Albert Oustric bénéficie de complicités haut placées pour réaliser des opérations douteuses jusqu'à sa banqueroute en novembre 1929, de même qu'Alexandre Stavitsky, trouvé suicidé après l'arrestation de plusieurs complices en janvier 1934. Dans ces scandales sont éclaboussés des hommes politiques de droite comme de gauche, comme R. Péret, P.E. Flandin ou J. Paul-Boncour. Léon Daudet, le pamphlétaire de l'Action Française, accuse pêle-mêle le parlementarisme et les politiques tous pourris, et la montée des lignes d'extrême droite en est renforcée comme celle du Parti Communiste. Bientôt, seule la crainte de l'Allemagne unit les Français et freine les violences entre extrêmes.

Aujourd'hui, près de 50% des électeurs remettent en cause les deux grands partis de gouvernement au nom de leur rôle dans la mondialisation, en particulier financière. Pourquoi la mondialisation financière, considérée par les économistes comme utile au développement économique, suscite-t-elle tant d'hostilité dans un électorat aussi large que divers ? Il y a deux réponses à cela, qui sont trop souvent négligées par les partis de gouvernement.

La première est que la mondialisation fait des bénéficiaires mais aussi des victimes, et que si en théorie le gain des premiers est suffisant pour compenser les victimes de leurs pertes, en pratique une telle redistribution n'a jamais lieu. Depuis trente ans, dans tous les pays européens et en particulier en France, les élites insérées dans la mondialisation et qui en tirent profit n'ont pas vu leurs impôts augmenter. Pire, et c'est la deuxième raison, la mondialisation et la libéralisation financière qui la conditionne permet à ces élites de masquer leurs gains dans des proportions inimaginables pour les salariés ordinaires dont pas un euro de

revenu n'échappe à l'œil du fisc.

Les professionnels de la finance, qui organisent la circulation internationale des capitaux et qui accompagnent celle des biens et des entreprises, sont les premiers bénéficiaires de la mondialisation et les premiers responsables des abus qui en résultent. Du fait de leurs gains considérables, ils ont corrompu ou convaincu des hommes politiques de droite comme de gauche, des journalistes et des économistes stipendiés. Même repérés, ils bénéficient de protections, de lacunes de la loi ou de la complaisance de certains tribunaux.

Si l'on veut éviter un succès croissant des discours révolutionnaires aux deux extrêmes de l'échiquier politique, avec les risques de violence civile qui l'accompagnent, un nouveau Président de la République doit mener la France et l'Europe vers une vraie politique de protection des épargnants, de surveillance systématique des opérations financières internationales et de mise au pas des paradis fiscaux. Il doit donner à la justice les moyens de sanctionner les dérives de la finance. Il doit enfin veiller à ce que les gagnants de la mondialisation, qui en général seraient incapables de gagner autant ailleurs qu'en France, y paient une juste contribution au bien commun qui est aussi le leur.